

CRISE DE LA SOCIETE TRADITIONNELLE ET GUERRES CARLISTES

I- DEUX CONCEPTIONS DU MONDE

« Quel monde que celui des villes,
où l'homme pense seulement à défaire ce
qui est fait, et à charger le perpétuel cours
des choses ! »

Miguel de Unamuno¹

« C'est d'ici, depuis ce Bilbao de
nos péchés, que se répandent toutes les
pestes qui tuent la Biscaye. »

Sabino Arana Goiri²

Faut-il brûler Bilbao ? Tout au long du XVIII^e et même d'une bonne partie du XIX^e, la question a couru dans les campagnes biscaïennes. Bilbao c'est la ville, la modernité, la plupart du temps le non-connu dans l'entrevu : l'incarnation et la projection de l'altérité et de l'inédit. Il en va de même pour Saint-Sébastien en Guipúzcoa.

¹ *Paz en la guerra*, 1897, in *Obras completas*, Madrid, 1951, Ed. Afrodisio Aguado, tome II, p. 130.

² « El caciquismo », in *Baserritarra* n° 13, 25/07/1897, *Obras completas*, p. 1346.

Ports marchands, l'activité commerciale de ces deux principales villes basques demeure, jusqu'au XVIII^e, peu liée au faible marché intérieur des [34] provinces dont elles sont les capitales. Le commerce de Bilbao, source de sa richesse, repose par exemple quasi exclusivement sur l'exportation de laine (en provenance de Castille et en direction des ports nord-européens) et de l'importation, en retour, de produits manufacturés destinés à la même Castille³.

Si les échanges économiques de ces villes avec leur province demeurent assez faibles, ceux qu'elles entretiennent avec l'étranger sont, proportionnellement, denses. Navigateurs, gros commerçants, étudiants et voyageurs vont faire partager leurs réflexions, nées du contact répété avec d'autres cultures et d'autres possibles, au reste des populations citadines. Celles-ci en viendront à prendre du champ par rapport aux réseaux d'obligations symboliques de la société traditionnelle, s'émancipant ainsi peu à peu de ses principaux mécanismes de régulation sociale. Parallèlement, à mesure que l'activité commerciale se développe et que la population citadine augmente, les relations directes de reconnaissance statutaire se perdent. L'homme de la rue a de plus en plus affaire à des inconnus, à des individus inclassables, produits de l'urbain⁴.

Un nouveau modèle de sociabilité permettant le contact et l'échange entre « non-connus » apparaît peu à peu, mettant l'accent sur les catégories juridiques de la vie sociale. Celles-ci ne relèvent plus, comme les principes organisationnels en vigueur dans la société traditionnelle, d'une instance transcendante : elles deviennent produit d'une prise grandissante des individus sur les cadres de l'organisation sociale et culturelle. La tradition et le religieux font place à la raison comme fondement des normes, l'espace public naissant devenant lieu d'expression de celle-là et de légitimation de celles-ci. Cette nouvelle vision du monde est accompagnée et renforcée par les échos de la philosophie des Lumières, répercutés par quelques Basques éclairés⁵. [35]

³ « Ni l'offre, ni la demande de la société rurale biscayenne n'étaient la cause de l'existence de l'activité commerciale de Bilbao (...) le commerce n'a pas intégré un marché local, et une preuve essentielle de cela réside dans la permanence de l'organisation de l'exploitation agricole comme polyculture de subsistance (...). Commerce et agriculture étaient intégrés dans un quasi stable-equilibrium. » (Juan Jose Laborda Martin, « El arranque de un largo protagonismo : la recuperacion comercial de Viscaya a comienzos del siglo XVIII », in *Saioak* n° 2, 1978, p.155.

⁴ Voir Richard Sennet, *Les tyrannies de l'intimité*, Paris, 1979, Ed. du Seuil, pp. 49-50.

⁵ La plupart du temps il s'agit de riches héritiers ayant fait leurs études à l'étranger.

Cette attitude inédite face à la réalité est par exemple bien repérable dans les idées que défend la Real Sociedad Vascongada de Amigos del País (créée en 1765). Ses membres veulent, à l'image des techniques décrites dans l'Encyclopédie (dont ils sont souscripteurs), intégrer et rationaliser l'activité sociale et économique en Pays Basque autour du principe d'efficacité. Son fondateur, De Munibe e Idiaquez, fera paraître une étude pour « moderniser et rationaliser l'agriculture » en Guipúzcoa (1763), Elhuyar faisant de même pour les mines de fer de Somorrostro en Biscaye (1783). Entre les fins et les moyens, plus d'interférences dues à la pesanteur des valeurs et des traditions : seule l'action instrumentale, produit de la Raison, compte désormais.

On mesure la distance grandissante qui sépare ces modernes des bases sur lesquelles repose la société traditionnelle, dénotant bien l'hétérogénéité sociologique de la collectivité basque d'alors. D'un côté, la société traditionnelle, et de l'autre, des noyaux urbains relativement isolés du reste du pays, appartenant désormais pleinement d'un autre type sociétal mais demeurant cependant dépendants des institutions de la première. D'un côté les *Fueros*, mécanismes de régulation sociale, symboles et garants de la continuité, relevant, comme l'ensemble de l'activité sociale, d'un principe unique de référence, et de l'autre, la distinction croissante des registres de la pratique sociale et la régulière sécularisation du pouvoir accouchant en particulier de pratiques institutionnelles et juridiques inédites, produits de la volonté de rationaliser la domination politique.

C'est précisément à ce niveau (institutionnel), qu'auront lieu les premiers heurts ouverts entre les villes et leur province. Les *Fueros* apparaissant de plus en plus aux premières comme autant d'entraves à leur développement. À l'origine réside chaque fois, soit la violation manifeste des *Fueros* par les villes (*contra-Fueros*), soit leur désir affiché de passer outre. Par exemple, la *matxinada* de 1718 (révolte populaire des *anteiglesias* proches de Bilbao contre cette ville) sera suscitée par l'absence de réaction des principaux notables de la ville (bourgeoisie marchande) face à un décret royal de 1717 visant à transférer les douanes sur la côte (*contra-fuero*)⁶. Les insurgés descendront sur Bilbao aux cris [36] de « mort aux traîtres ! ». Traîtres à quoi ? Aux *Fueros*, à la tradition ! Comme l'indique bien Juan Jose Laborda Martin, « cela n'a pas

⁶ Les *Fueros* basques fixaient les douanes sur l'Ebre, faisant ainsi des provinces basques une vaste zone de libre-échange et de contrebande.

été une protestation contre les signes et les symboles de la richesse ou de la supériorité sociale : elle (la *matxinada*) a été une punition contre ceux qui avaient été trop loin, rompant l'ordre traditionnel dans lequel tous étaient insérés »⁷. Il en ira de même pour la *zamacolada* de 1804 (révoltes contre le projet d'imposer le service militaire obligatoire⁸).

L'évolution de la question des douanes, un des principaux points de friction entre les villes et leur province, rend bien compte de la détérioration croissante des relations entre la bourgeoisie urbaine et les classes rurales, ainsi que de la lente gestation espagnoliste de la première, alors que les secondes s'enfermeront de plus en plus dans du localisme. Si les ruraux ne cesseront d'appuyer les *Fueros*⁹, les marchands et manufacturiers des villes passeront, en moins d'un siècle, d'une discrète absence de réaction à un décret royal (1717), à la question de savoir si, « face à l'extraordinaire situation de ce pays (basque), qui, à l'encontre de tous les systèmes connus, en conserve un qui laisse libre accès aux (marchandises) étrangères et taxe (les siennes) à l'entrée du reste du royaume (d'Espagne), il faut maintenir ce système (*Fueros*) qui détruit le commerce (...), s'il faut continuer à sacrifier l'existence des classes commerçantes et industrielles à la conservation des pratiques de ce pays (basque), ou (au contraire), sacrifier quelques-unes de ces pratiques à la [37] conservation des commerçants et industriels »¹⁰. Car la « véritable cause de la stagnation (du commerce et de l'industriel est que nos produits ne soient pas admis à l'intérieur du reste du royaume. Alors que les autres puissances nous ferment leurs portes (...), que celles de notre propre royaume le

⁷ *Op. cit.*, p.179.

⁸ Les *Fueros* basques dispensaient les habitants des provinces basques du service militaire.

⁹ En particulier une partie de la classe dominante qui bénéficiait très largement de la disposition forale relative aux douanes. Profitant de la non-taxation des produits à l'importation, elle stockait régulièrement du blé en provenance de France pour, lorsqu'une crise de subsistance se déclarait (déficit chronique en céréales des deux provinces atlantiques), soit le revendre au prix fort, soit s'attribuer de nouveaux privilèges. De telles pratiques donnèrent lieu aux rares oppositions de classe déclarées au sein du système social traditionnel, et en particulier à la *matxinada* de 1766.

¹⁰ Ville de Saint Sébastien, Memoria justificada de lo que tiene espuesto y pedido la ciudad de San-Sebastian par el fomento de la industria y comercio de Guipuzcoa, Imprenta de Ignacio Ramon Baroja, introduccion, p. II et p. 144. Entre temps, la même bourgeoisie de Saint-Sébastien avait applaudi l'éphémère décision prise par le pouvoir central de transférer les douanes sur la côte et la frontière franco-espagnole au cours du « Trienio liberal » (1820-1823).

demeurent (closes) (...), on est confiné dans ce recoin, incapables de soutenir une industrie de quelque importance que ce soit »¹¹.

Derrière les plaintes des marchands et manufacturiers des villes, il faut lire le long dégagement et la sûre distanciation de la société civile par rapport au pouvoir, l'éclatement de la cohésion liant jusqu'alors l'ensemble des activités sociales à l'appareil de domination et à la hiérarchie sous le même mode de légitimation d'ordre divin et traditionnel. En particulier, l'activité économique prend-elle du champ par rapport aux principes englobant de la tradition, échangeant son hétéronomie pour la construction de sa propre sphère, ontologiquement suffisante à elle-même, et dont les principes en viennent, précisément à heurter l'ancien mode de légitimation.

Les forces sociales (bourgeoisie) impulsant un tel élan vont faire de plus en plus pression sur les *Juntas* pour qu'elles prennent un minimum en compte leurs revendications. Devant leur refus réitéré¹², c'est naturellement vers le roi d'Espagne qu'elles se tourneront pour faire entendre leurs voix : n'est-il pas finalement le représentant du corps du [38] royaume à l'étranger (et donc de l'intérêt de ses membres), et l'agent d'intégration et d'ordre à l'intérieur de ses frontières ? Mais, ce faisant, ces forces ne se pensent plus comme rouages de la « grande machine » hiérarchique (dont l'État n'est jamais qu'un élément) mais se positionnent désormais face au pouvoir, face à l'État, révélant en cela une sphère inédite du social, pour la première fois dédouanée de toute transcendance. Dans ce nouveau face à face, l'économie se charge du même coup d'une dimension politique visant à faire accepter par l'État des décisions émanant de la société civile elle-même. L'Etat n'est plus appréhendé comme « main de Dieu sur terre », mais comme le principal agent du changement sur lequel il s'agit de faire

¹¹ *Ibid.*, p. 66.

¹² Le ton qu'emploieront les *Juntas generales* pour rejeter les demandes (ci-dessus évoquées) de Saint-Sébastien est à ce propos significatif et révèle bien l'abîme qui sépare la province et ses institutions de sa capitale : « La prétention de la Ville et de la Junte de commerce de Saint Sébastien est inadmissible tant pour son fond que pour la manière sinistre et peu décente avec laquelle elles parlent de nos vénérés *Fueros*, us et coutumes (...). Les *Juntas generales* préviennent lesdites corporations qu'elles devront à l'avenir s'abstenir de formuler quelque proposition que se soit qui puisse s'opposer, ou bien même diverger, avec nos inappréciables institutions. » (Compte rendu des *Juntas generales* réunies à Azpeitia les 18-20 Août 1831, in Appendice III de *Memoria justificada ...*, *op. cit.*, p. 45).

pression à partir de positions nées d'expériences concrètes d'un réel désormais pensé dans sa suffisance même¹³.

Au moins deux points fondamentaux méritent d'être soulignés dans le processus d'émergence de cette première société civile en Pays Basque. D'une part, elle est l'œuvre d'une classe sociale bien définie, la bourgeoisie marchande, et aura donc spontanément tendance à être modelée suivant les valeurs et intérêts de cette classe. La première société civile basque ayant existé est une société civile bourgeoise. D'autre part, les bornes géographiques choisies pour la circonscrire sont d'entrée confondues avec les frontières de l'État espagnol¹⁴, renvoyant ainsi à la perception d'un soi social-historique espagnol et non basque (ce qui nous amènera à dire plus loin que le premier nationalisme en Pays Basque fut espagnol et non basque). En effet, le plus cher désir de la bourgeoisie qui impulsait le développement était [39] alors « d'espagnoliser (son) commerce et (son) industrie »¹⁵. « Liberté complète et sans restriction pour le commerce intérieur : tel est notre principe. (D'une telle décision) bénéficierait beaucoup notre manufacture et encore beaucoup plus quand, en l'espagnolisant, il nous sera donné de l'étendre à l'ensemble de la péninsule, parce que, pour l'instant et entre autres choses, nous y sommes considérés comme des quasi-étrangers. »¹⁶ *On voit donc comment, historiquement, la partie la plus dynamique et innovatrice de la population basque a été portée non pas à s'identifier avec la collectivité basque, le « peuple basque », mais, comme elle le dit elle-même, à « rentrer dans la grande famille espagnole »*¹⁷.

Le long dégageement de cette première société civile en Pays Basque n'est pas isolé. Dans le reste du royaume, d'autres espaces sociaux, libérés des traditions et

¹³ La principale tâche étant dès lors de chercher les lois régissant intrinsèquement ce réel. Dans cette brisure de la totalité englobant l'action des hommes et l'idée qu'ils s'en faisaient, un des éclats, l'économique, va à son tour être rapidement érigé en totalité explicative.

¹⁴ A la question « comment conserver et développer nos manufactures? », la Junte de commerce de Saint-Sébastien répond : « *En l'espagnolisant*, car elles n'ont pas de débouchés autres que l'Espagne et ses dépendances. *Il est nécessaire de les faire espagnoles* ; ainsi on parviendrait à interdire (l'accès des marchandises) étrangères ou (tout au moins) à les taxer de telle façon que la concurrence nous soit favorable. » (in *Memoria justificada...*, *op. cit.*, p. 30 ; souligné par nous).

¹⁵ *Memoria Justificada...*, *op. cit.*, introduction, p. 3.

¹⁶ « *Exposicion del Ayuntamiento y junta de Comercio de San Sebastian a la provincia en los Generales que celebro en la misma ciudad por el mes de Julio de 1831* », in Appendice n° 1 de *Memoria justificada...*, *op. cit.*, pp 5 et 26.

¹⁷ *Ibid.*, p. 15.

hiérarchies totalisantes, se constituent, fruits de processus semblables. Reconnaisant les mêmes symboles et partageant les mêmes repères pour se nommer nation, on aurait pu penser que l'ensemble allait ériger (à l'instar des révolutionnaires français) le peuple espagnol en peuple souverain, symboliquement uni face à un Etat dont le mode de légitimation allait par là même radicalement changer. Mais la révolution espagnole n'aura pas lieu. La majorité des citoyens espagnols continueront de se noyer dans la masse des sujets du roi, des traditions et des hiérarchies. Ces premières sociétés civiles ne se fondront pas dans cet espace de liberté unique, marquant l'avènement de la modernité qu'aurait pu figurer la nation espagnole face aux pesanteurs du passé. Isolées, elles demeurent au contraire comme assiégées par celui-ci.

L'avortement de ce grand élan collectif et fondateur aura des conséquences transcendantes dans l'histoire espagnole. *En particulier, la non formation d'un État-nation espagnol, c'est-à-dire d'une communauté politique au nom de laquelle un pouvoir aurait pu se dire et se légitimer, et face auquel, en retour, la formation sociale espagnole aurait pu se penser [40] symboliquement une comme œuvre à accomplir. Absence laissant le champ libre à l'émergence d'autres pôles identificatoires et avant tout aux nationalismes périphériques.*

En Pays Basque, les marchands restent des marchands et les manufacturiers des manufacturiers. Certes, la consolidation de leur système d'action, en répandant partout une même vision et les mêmes pratiques marchandes, produit de grands bouleversements, en particulier la mise en crise de la société traditionnelle. Mais ceci ne nous autorise pas à confondre système d'action d'une classe sociale et stratégie de développement d'une élite dirigeante. Ces marchands et manufacturiers ne cherchent pas à intégrer les différents éléments constitutifs du changement pour définir et impulser une dynamique et un contrôle du développement. Ils tendent plus simplement à intégrer un marché suivant leurs intérêts immédiats de classe sociale, sans se soucier des dégâts qu'ils peuvent ainsi occasionner dans la société traditionnelle. Cette distinction permet de cerner une donnée qui se révélera de prime importance pour la compréhension de l'histoire sociale tout au long du XIX^e siècle : *l'absence d'une véritable élite dirigeante basque dans une situation de transformation et de bouleversements sociaux et historiques sans précédent.*

II- CRISE DE LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE BASQUE

« À peine né, le libéralisme tua les *Fueros* : naissance de l'un et mort des autres sont des faits quasi simultanés. »

Artur Campion¹⁸

Les *Juntas* ont beau protester, le mal gagne peu à peu le corps dont elles sont la tête, minant partout les fondements du système social traditionnel. L'inadmissible¹⁹, car inassimilable, c'est avant tout la mise dans le circuit commercial du bien qui précisément n'avait pas le prix pour les paysans : la terre. [41]

On mesure encore mal les fantastiques bouleversements que ce phénomène a entraînés. Le passage de la terre d'une valeur d'usage à une valeur d'échange, son insertion dans le système marchand en voie de complète généralisation, ne signifie pas seulement la rupture d'un équilibre économique déjà précaire. C'est aussi et surtout la déstabilisation du système culturel traditionnel dans lequel les identités étaient forgées et l'appartenance sociale définie.

L'efficacité de ce système, on l'a vu, reposait sur l'actualisation constante, le rappel obsessionnel de la tradition, fondement du lien social. Renvoyant à un réseau serré de repères et d'obligations symboliques, le respect des normes et la conformité aux rôles institués garantissaient tant l'appartenance à la communauté que la reconnaissance par tous de l'identité de chacun. Celle-ci n'était pas liée à la personnalité, à la subjectivité propre des acteurs, mais au rôle, au statut, à la position que leur dictait la tradition. Statuts et rôles qui étaient à la fois « révélés » et extériorisés par la pratique planifiée d'objets, de lieux intrinsèquement chargés de significations propres, textes

¹⁸ « Discurso en el círculo regional tradicionalista de Pamplona, 29 de mayo de 1892 », in *Discursos políticos y literarios de Arturo Campion, Bilbao*, 1976, Ed. La Gran Enciclopedia Vasca, p. 54.

¹⁹ Cf. note 10.

toujours déjà écrits dont le contenu demeurait inchangeable. Dispositif dans lequel l'espace et son support, la terre, jouaient des rôles primordiaux.

En particulier réglait-ils l'ensemble du système relationnel (normes et conventions) lié au voisinage, notion si importante en Pays Basque. Par exemple, en cas de maladie ou de difficultés financières, ce n'était pas le degré d'affinité ou d'amitié qui importait au moment de demander de l'aide, mais la notion d'espace : au premier voisin d'intervenir dans ces cas. Dans d'autres (certaines cérémonies religieuses), au voisin le plus proche sur le chemin de l'église de s'acquitter de certaines tâches très précises, etc. À l'église, dans les processions, à table, la place de chacun était bien définie, exhibant aux yeux de tous le statut de celui qui l'occupait, de même que la pratique de certains territoires nommait ceux qui les vivaient²⁰. La tradition, l'identité, le sens semblaient coller aux objets et se fonder sur quelque chose de patent, d'incontournable, d'intouchable : l'espace, la Terre-mère. [42]

Or, c'est justement à cet espace, base donc d'identité et de sociabilité, que de riches citadins ou *jauntxos* enrichis vont toucher. Animés par un esprit physiocratique ou refroidis par les difficultés rencontrées par les manufacturiers, ils vont investir la terre ou augmenter la rente agraire. La plupart de ces propriétaires habitant les villes, ce n'est pas un paiement en nature qui les intéresse, mais en monnaie. D'où l'obligation pour les fermiers de passer d'une production tournée vers l'auto-consommation à celle destinée à la vente, ce qui débouchait sur une nécessaire spécialisation (céréales) et bousculait par là même les traditions. Une situation, inimaginable quelques années plus tôt, apparaît alors : la nécessité, pour ces nouveaux paysans, de procéder à l'achat de certaines denrées nécessaires à leur survie. Fin XVIII^e, un grand nombre de petits propriétaires se verront dans l'obligation d'hypothéquer leur *etxe* pour, début XIX^e, être finalement contraints de la vendre. On imagine le désarroi et le ressentiment qui s'accumulent alors dans les campagnes contre les nouveaux propriétaires, ces nouveaux maîtres qui, « bien qu'invisibles, rentrent dans les villages au son de la conquête »²¹.

²⁰ Le nom par lequel se désignaient les habitants d'un même village ou d'une même vallée n'était pas le nom de famille mais celui de l'*etxe* ou du lieu où ils vivaient. Etymologiquement, tous les noms propres basques sont des noms de lieux.

²¹ Unamuno, *Paz en la guerra, op. cit.*, p. 92.

Plus que jamais, le mal, c'est la ville et le libéralisme qu'incarneront quelques années plus tard les *Belzak*²².

Une série d'événements historiques, externes à la dialectique des forces proprement basques, va brusquement accélérer ce mouvement et précipiter la crise. Il s'agit des guerres. D'abord celle de convention contre la République française, en 1794, et dont le principal théâtre d'opération fut le Pays Basque, puis celle contre Napoléon (1808 à 1813), enfin les révoltes au début du *trienio liberal* (1821). À chaque fois, les villages devront faire face tant aux frais de participation aux efforts de guerre qu'à ceux de reconstruction. Le seul moyen de rembourser les dettes contractées sera de procéder à la vente de biens communaux. Vente encouragée par la politique réitérée de *desamortizacion*²³ de l'État central : décrets de 1813, 1815, 1833, ceux de Mendizabal en 1836, et enfin la *desamortizacion* générale de Pascual Madoz en 1855. [43]

Dans l'immense majorité des cas, ce seront les mêmes riches qui profiteront des difficultés des campagnes pour augmenter leur patrimoine tout en prêchant le libéralisme et en répandant partout les mêmes pratiques marchandes. Cette appropriation de biens jusqu'alors communs va entraîner la perte de nombreux petits paysans. En effet, l'équilibre économique de *l'etxe* reposait souvent sur l'existence de ces communaux qui permettaient de bénéficier gratuitement de pâturages, de réserves de bois et parfois même des produits de cultures communes. On mesure les conséquences économiques que leurs parcellisation, vente et *enclosure* provoqueront. Mais cela se traduira aussi par la disparition des nombreuses règles et conventions qui en fixaient les modes de jouissance, pratiques ancestrales se reproduisant régulièrement au rythme des saisons et marquant tant un mode d'appréhension du temps et de l'espace qu'un lieu de solidarités vécues.

C'est tout un monde qui s'écroule, créant ainsi d'énormes blancs dans la sociabilité locale que rien ne remplace, si ce n'est une sensation de vide et de

²² « Les noirs » en langue basque. Terme par lequel les partisans de la société traditionnelle, regroupés dans le camp carliste, désigneront les libéraux durant les Guerres Carlistes.

²³ Procédure par laquelle l'Etat déclara bien public les propriétés ecclésiastiques. En échange de la promesse de garantir les revenus du clergé et de prendre en charge le financement de l'ensemble des institutions religieuses, il put ainsi vendre une grande partie des biens fonciers de l'Eglise et diminuer sa dette. La *desamortizacion* des biens communaux eu lieu à la même époque, ce qui ne manquera pas (si besoin était) de renforcer le lien clergé-paysans dans les campagnes basques en les poussant dans un même élan anti-libéral.

déréliction. Par tous ses pores, la société traditionnelle commence alors à suer les toxines de sa crise : suicides, émigration, délinquance. Elle a beau se refermer sur la défense désespérée et intransigeante de ses *Fueros*, elle n'en est pas moins mortellement touchée : la déstabilisation complète du système économique sur lequel elle reposait, en rendant anachronique et caduc tout un ensemble de normes et de valeurs désormais incapables d'appréhender une réalité qui lui échappe, l'a condamnée à mort.

III- GUERRES CARLISTES ET CHUTE DE LA SOCIÉTÉ TRADITIONNELLE BASQUE

« La plainte du malade n'est pas le nom de sa maladie. »

José Ortega y Gasset²⁴

Lorsqu'éclate, à la mort de Ferdinand VII, la querelle de succession, c'est l'ensemble des provinces basques, excepté les noyaux urbains, enclaves libérales, qui se soulèvent au cri de « vive Carlos ! » [44] Mais si ce cri, à l'instar de la plainte du malade, exprime bien la maladie, il ne la nomme pas pour autant ni n'en révèle la nature. Sa manifestation, pathétique on le verra, peut subjuguier. Mais elle n'explique rien. Jamais les paysans, artisans ou *jauntxos* ne se sont passionnés pour les manœuvres de cour au point de se battre pour elles. C'est moins la personne du Prétendant qu'ils défendent que la société traditionnelle, c'est-à-dire leur mode de vie, leurs coutumes, leur façon de voir et d'appréhender le monde, un monde qui précisément perd de son sens, s'en va au fur et à mesure que le libéralisme se fortifie.

Qu'ils le fassent les armes à la main signale au moins trois choses : d'abord l'acuité et l'ampleur de la crise, ensuite que, malgré l'importance de cette crise, la société traditionnelle demeure suffisamment forte pour se durcir autour de sa défense²⁵, enfin que la nature de cette résistance pointe à son tour l'absence d'un véritable agent du

²⁴ *España invertebrada*, Madrid, 1957, Ed. Revista de occidente, p. 53.

²⁵ Mais l'intransigeance avec laquelle elle y procède rappelle trop la force et l'énergie du désespoir. C'est en ce sens que son adhésion massive à Don Carlos est pathétique : pensant, par un cri guerrier conjurer le mal, l'écho lui renverra son arrêt de mort.

changement ou d'une véritable élite dirigeante en Pays Basque qui aurait peut-être pu éviter ce tragique dénouement.

L'État central, quasi inexistant après les péripéties du début du siècle et en proie à en moyenne deux *prononciamentos* par an, se révèle incapable d'impulser une véritable politique de développement sur son territoire, et encore moins en Pays Basque où les *Fueros* demeurent malgré tout autant d'obstacles à son éventuelle application.

Par ailleurs, il faut bien se rendre compte que l'action d'une élite dirigeante basque aurait été rendue extrêmement difficile par les conditions dans lesquelles s'effectue ce changement. Du côté de la société de départ qui, crispée sur son mode de reproduction, s'avère d'entrée incapable, face aux impulsions externes, de sécréter la moindre innovation. Innovation qui aurait peut-être pu, en modernisant certains secteurs de la société, contribuer à jeter un pont entre les deux systèmes sociaux. Au lieu de s'entrouvrir un minimum au changement, elle se renferme sur la défense de ses dogmes. Du côté de la société d'arrivée qui, en étendant son système marchand [45] à l'ensemble de la collectivité, prolétarise, c'est-à-dire « libère » les individus de leurs outils de travail sans pour cela leur offrir encore la moindre possibilité de reconversion. Cette société d'arrivée n'est en effet pas une société industrielle en voie de développement, demandeuse de main d'œuvre. C'est une société marchande dont le commerce et « l'industrie » (manufactures) stagnent ou tout au moins sont absolument inaptes à résorber le nombre croissant de déracinés qui arrivent alors sur le marché.

Entre l'accélération de la crise de la société traditionnelle (résultant structurellement de l'extension du système social marchand à la collectivité basque et conjoncturellement des conséquences de trois guerres) et l'éclosion de la société industrielle en Pays Basque (seule capable de fixer à nouveau ces régiments de déracinés) réside plus d'un demi-siècle. Un demi-siècle vide d'élite dirigeante et plein de désarroi, de crises et d'anachronismes. Ici réside, à nos yeux, l'explication des Guerres Carlistes en Pays Basque. La ligne de front séparant les deux camps durant ces guerres ne matérialisera pas seulement le rapport des forces armées en présence, mais bien plus l'abîme résidant entre deux types sociétaux, deux modèles culturels, deux visions du monde que rien ne permet plus désormais de concilier²⁶. Il s'agit avant tout d'un

²⁶ Le positionnement géographique de la ligne de front traduit bien cet aspect des choses : le camp carliste occupe les campagnes basques, siège de la société traditionnelle, tandis que les libéraux tiennent

phénomène de résistance d'une société menacée dans son être même, c'est-à-dire dans sa manière de se penser, de se dire et d'agir face à un nouvel ordre de choses inacceptable. Les Guerres Carlistes sont l'ultime crispation d'un monde fissuré dont les lézardes ne laissent entrevoir que l'orphelinat de ses membres.

La lecture nationaliste visant à faire passer ces guerres pour des guerres nationales basques ne manifeste à nos yeux que l'exigence commune à tout nationalisme de recomposer l'histoire en fonction des nécessités du présent : prouver que la nation et le patriotisme qu'elle suscite ont existé de tout temps²⁷. De nos jours encore, ces guerres sont présentées comme [46] de véritables « luttes pour l'indépendance nationale » ayant opposé une « armée populaire basque » à « l'impérialisme espagnol »²⁸. *Mais ces guerres ne pouvaient pas être nationales. Le dispositif national repose en effet sur des prémisses contre lesquelles se battaient précisément les partisans basques de Don Carlos.*

Alors qu'ils luttent pour la pérennité de leurs traditions, faites de « toujours déjà là », « toujours déjà dit » dans le cadre étrié de communautés de base, le dispositif national implique à l'opposé une perception dynamique et globale de la société²⁹. Son avènement passe par le déroulement du temps cyclique (dans lequel s'enferme la société traditionnelle pour se reproduire) sur un axe linéaire où les énergies sont chaque fois plus tendues vers le futur, vers la figure d'une société à réaliser.

Mais, si ces guerres ne furent en rien nationales, il n'en demeure pas moins qu'elles ont incontestablement favorisé l'accumulation de phénomènes dont la somme se révélera rétrospectivement constituer un excellent humus dans lequel pourra éclore et se développer le premier nationalisme basque. D'abord, en précipitant la crise de la société traditionnelle : le remboursement des dettes contractées pendant la première Guerre Carliste ne fera qu'accélérer la vente des communaux, la mise dans le circuit commercial des biens familiaux, etc.³⁰ Ensuite, en provoquant un sentiment de

les principales villes.

²⁷ Traduction basque de cette exigence : « L'histoire du pays Basque se résume dans une lutte constante des Basques pour une indépendance toujours menacée par ces mêmes puissances qui deviendront la France et l'Espagne. » Ekin, été 1967.

²⁸ Jean-Louis Davant, Histoire du Pays Basque, op. cit., pp. 36, 150 et 152.

²⁹ Cf. infra, première partie, chapitre V.

³⁰ Cf. paragraphe précédent.

frustration face à la perte des *Fueros* : ceux-ci n'ont cessé entre les deux guerres d'être dépréciés par le pouvoir central³¹ avant d'être définitivement abolis le 16 juillet 1876 à la fin de la seconde Guerre Carliste. [47] Enfin, en favorisant le dégagement d'un sentiment (alors encore diffus) de commune appartenance basque : en provoquant de grands mouvements de populations à l'intérieur du pays, ces guerres locales vont en effet permettre à beaucoup de partager une même langue, de mêmes coutumes, de mêmes traditions au-delà de leur village ou vallées exiguës. Et ce, face au caractère nettement étranger, des troupes libérales³². Du coup, une dimension inédite et bien plus globale de l'identité s'esquisse chez les villageois : *lo vasco*.

La fameuse prédiction « je reviendrai ! » lancée par Don Carlos³³ sous forme d'imprécation contre ses vainqueurs ne se réalisera jamais. Entre temps son principal appui, les Basques, qui auront tant donné pour sa cause en croyant défendre leurs intérêts et mode de vie, auront, pour une large part, cessé de vivre et de penser la réalité et la vérité de leur présent suivant les dogmes de la société traditionnelle. Déjà, celle-ci s'apprête à être béatifiée « société idéale » par les premiers nationalistes... [48]

³¹ On assiste coup sur coup à : l'établissement définitif des douanes sur la côte et la frontière française (1841) ; la généralisation aux provinces basques de l'organisation judiciaire commune à tout le royaume (1841) ; la suppression du *pase foral* qui permettait jusqu'alors aux provinces basques de discuter l'application des lois et dispositions du Gouvernement espagnol sur leur territoire (1841) ; la généralisation de l'organisation municipale, substituant en cela l'organisation forale (1845 et 1847) ; et enfin la généralisation aux provinces basques de la loi sur l'éducation, ôtant en particulier le droit aux corporations forales de nommer les maîtres d'école pour lesquels obligation était jusqu'alors faite de savoir le basque (1856).

³² En effet, si la quasi-totalité des troupes carlistes en Pays Basque était basque, il en va fort différemment pour les libéraux. N'ayant réussi à former qu'un seul bataillon basque (celui de Bilbao), les troupes libérales sont essentiellement composées d'Espagnols d'autres provinces et surtout des « volontaires » anglais, français et portugais (environ 20.000 hommes) dont la principale caractéristique, aux yeux de la population locale (et en dehors du fait qu'ils se battent pour « le mal »), est de parler une langue étrangère et de se comporter en Pays Basque comme en pays conquis.

³³ À son passage de la frontière pour se réfugier en France, le 28 février 1876.